

Conseil Communal du 23 février 2021

Présents :

M. Bairin, Bourgmestre
MM. Legrand, Henriet et Xhurdebise, Echevins
MM. Margrève, Piette, Gustin, Roumez et Godefroid, Conseillers
Mme Lignoul, Présidente du CPAS
Mme Close, Directrice générale a.i.
Excusée : Mme Maret

Ordre du jour

Le Bourgmestre ouvre la séance à 20h00

Séance Publique :

1/ Procès-verbal de la séance publique du 26/01/2021. Approbation.

Le Conseil,

Par 9 voix pour et 1 abstention (Godefroid) ;

APPROUVE le procès-verbal de la séance publique du 26/01/2021.

2/ Triages de Basse-Bodeux et de Wanne. Devis n° SN/813/2/2021. Travaux forestiers non subventionnables. Décision de principe. Approbation des conditions et du mode de passation.

Le Conseil,

A/ de boisement dans les parcelles :

Triage de Wanne

- 5 du compartiment 230 sise en lieu-dit « Bouhaye »
- 1 du compartiment 228 sise en lieu-dit « Bouhaye »
- 1 du compartiment 225 sise en lieu-dit « Les sept montagnes »
- 13 du compartiment 230 sise en lieu-dit « Bouhaye »

Triage de Basse-Bodeux

- 1 et 3 du compartiment 208 sises en lieu-dit « Heid du Moulin »
- 1 du compartiment 44 sise en lieu-dit « Lifreufat »
- 2 du compartiment 27 sise en lieu-dit « Lifreufat »
- 1 du compartiment 25 sise en lieu-dit « Mierdeux »
- diverses parcelles dans différents compartiments

B/ d'entretien de voirie

- rechargement de voiries forestières sur le triage de Basse-Bodeux
- placement de panneaux F99A sur le triage de Basse-Bodeux

A l'unanimité, DECIDE :

- d'approuver le montant du marché ;
- de réaliser les travaux susmentionnés ;
- d'approuver les 2 cahiers des charges lui soumis ce jour ;
- de passer les marchés par procédure négociée sans publication préalable ;
- de charger le Collège communal de l'exécution de la présente.

3/ Vente de bois de printemps 2021. Décision de principe. Modalités.

Le Conseil,

A l'unanimité, DECIDE de mettre en vente :

- 2 lots de bois marchands pour un volume approximatif de 2.008 m³
- 6 lots de bois de chauffage pour un volume approximatif de 89 m³

CHOISIT la vente par soumissions.

ADOPTE les cahiers des charges proposés, aux conditions générales et particulières en annexe.

CHARGE le Collège communal des formalités habituelles.

4/ Triages de Basse-Bodeux et de Wanne. Contrats de vente de gré à gré. Prise d'acte.

A/ Le Conseil,

PREND ACTE de la résolution précitée du Collège Communal.

B/ Le Conseil,

PREND ACTE de la résolution précitée du Collège Communal.

5/ Brume. Demande de soustraction au régime forestier. Décision. Retrait.

Le Conseil,

A l'unanimité, DECIDE de retirer la résolution susmentionnée.

CHARGE le Collège communal d'en informer le Département de la Nature et des Forêts.

6/ Règlement relatif à la taxe communale indirecte sur la distribution gratuite à domicile d'écrits publicitaires ou d'échantillons non adressés. Exercices 2021-2026. Adoption.

Le Conseil,

A l'unanimité, **DÉCIDE :**

Article 1er – Au sens du présent règlement, on entend par :

- Écrit ou échantillon non adressé, l'écrit ou l'échantillon qui ne comporte pas le nom et/ou l'adresse complète du destinataire (rue, n°, code postal et commune) ;
- Écrit publicitaire, l'écrit qui contient au moins une annonce à des fins commerciales, réalisée par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s);
- Echantillon publicitaire, toute petite quantité et/ou exemple d'un produit réalisé pour en assurer la promotion et/ou la vente ;
- Zone de distribution, le territoire de la commune taxatrice et de ses communes limitrophes ;
- Est considéré comme formant un seul échantillon, le produit et l'écrit publicitaire qui, le cas échéant, l'accompagne ;
- Écrit de presse régionale gratuite, l'écrit distribué gratuitement selon une périodicité régulière d'un minimum de 12 fois l'an, contenant, outre de la publicité, du texte rédactionnel d'informations liées à l'actualité récente, adaptée à la zone de distribution mais essentiellement locales et/ou communales et comportant à la fois au moins 5 des six informations d'intérêt général suivantes, d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution et, en tous cas essentiellement communales :
 - les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires, ...) ;
 - les agendas culturels reprenant les principales manifestations de la commune et de sa région, de ses A.S.B.L. culturelles, sportives, caritatives ;
 - les « petites annonces » de particuliers ;
 - une rubrique d'offres d'emplois et de formation ;
 - les annonces notariales ;
 - des informations relatives à l'application de Lois, décrets ou règlements généraux qu'ils soient régionaux, fédéraux ou locaux des annonces d'utilité publique ainsi que des publications officielles ou d'intérêt public telles que : enquêtes publiques, autres publications ordonnées par les cours et tribunaux,

Le contenu « publicitaire » présent dans l'écrit de Presse régionale gratuite doit être multi-enseignes ;

Le contenu rédactionnel original dans l'écrit de Presse régionale gratuite doit être protégé par les droits d'auteur ;

L'écrit de Presse régionale gratuite doit obligatoirement reprendre la mention de l'éditeur responsable et le contact de la rédaction (« ours »).

Article 2 – Il est établi, pour les exercices 2021 à 2026, une taxe communale indirecte sur la distribution gratuite, à domicile, d'écrits et d'échantillons non adressés qu'ils soient publicitaires ou émanant de la presse régionale gratuite. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef du destinataire.

Article 3 – La taxe est due solidairement

- par l'éditeur du « toute boîte »
- ou s'il n'est pas connu par l'imprimeur
- ou si l'éditeur et l'imprimeur ne sont pas connus, par le distributeur
- ou, si l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas connus, par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

Lorsque le contribuable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement par ses membres.

Article 4 – La taxe est fixée à :

- 0,0150 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires jusqu'à 10 grammes inclus ;
- 0,0390 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 10 et jusqu'à 40 grammes inclus ;
- 0,0585 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 40 et jusqu'à 225 grammes inclus ;
- 0,1050 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires supérieurs à 225 grammes.

Néanmoins, tout écrit distribué émanant de presse régionale gratuite se verra appliquer un taux uniforme de 0,010 euro par exemplaire distribué.

Si la presse régionale gratuite insère des cahiers publicitaires supplémentaires dans leurs éditions, ces « cahiers » seront taxés au même taux que les écrits publicitaires.

Article 5 – A la demande du redevable, le collège communal accorde, pour l'année, un régime d'imposition forfaitaire trimestrielle, à raison de 13 (treize) distributions par trimestre dans le cas de distributions répétitives, en remplacement des cotisations ponctuelles.

Dans cette hypothèse :

- le nombre d'exemplaires distribués est déterminé par le nombre de boîtes aux lettres installées sur le territoire de la commune en date du 1er janvier;
- le taux uniforme appliqué à ces distributions est alors le suivant :
 - pour les écrits de presse régionale gratuite : 0,010 euro par exemplaire ;
 - pour tous les autres écrits publicitaires : le taux applicable à l'écrit publicitaire annexé à la demande d'octroi du régime d'imposition forfaitaire. Par ailleurs, le redevable s'engage, à ce que ses écrits respectent bien la catégorie pondérale justifiant le taux qui lui est appliqué.

Le non-respect de cet engagement entraînera, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 6 – Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon une échelle dont les graduations sont les suivantes :

- *Montant de la taxe + 10 pour cent en ce qui concerne la 1ère infraction*
- *Montant de la taxe + 50 pour cent pour ce qui concerne la seconde infraction*
- *Montant de la taxe + 100 pour cent pour ce qui concerne la troisième infraction*
- *Montant de la taxe + 200 pour cent pour ce qui concerne la quatrième infraction et les suivantes.*

Article 7 – Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a 2ème infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance depuis plus de trente jours au contrevenant, à travers la notification prévue à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de l'application de la sanction concernant l'infraction antérieure.

Article 8 – Pour apprécier la récurrence de la taxation il y a lieu de remonter jusqu'au premier exercice fiscal au cours duquel la taxe a été établie, peu importe que les taxations se soient faites sur base de différents règlements qui se sont succédés au fil du temps.

Les infractions antérieures sont négligées si aucune infraction en la matière n'est sanctionnée pour les trois derniers exercices d'imposition qui précèdent celui pour lequel la nouvelle infraction doit être pénalisée.

Article 9 - A l'exception des dispositions prévues pour la taxation forfaitaire trimestrielle, tout contribuable est tenu de faire parvenir au plus tard la veille de chaque distribution, une déclaration, à l'Administration Communale, sise Route de Coo 58 à 4980 TROIS-PONTS. Cette déclaration doit être signée et contenir tous les renseignements nécessaires à la taxation.

En cas de contribuables solidaires, ceux-ci peuvent souscrire une déclaration commune. Cette déclaration doit contenir l'identification complète de chacun d'eux.

La première page de l'imprimé ou de chaque type d'imprimé à distribuer doit être annexé à la déclaration. Une copie certifiée conforme est également valable.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe

Article 10 – Sont exonérées de la taxe les publications des personnes de droit public, à l'exception de celles qui poursuivent un but lucratif, ainsi que les publications des ASBL, mouvements et associations de fait réalisant des activités à caractère culturel, sportif, philanthropique, religieux ou philosophique à condition que la distribution reste exceptionnelle (maximum 3 fois par an).

Article 11 – La taxe est perçue par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 12 – Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 13 – Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la démocratie Locale et de la décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 14 – Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

7/ Procès-verbal de vérification de l'encaisse du Directeur financier pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020. Information.

Le Conseil,
PREND ACTE des documents.

8/ Surface d'accueil pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance. Contrat de prêt à usage de locaux pour consultation. Adoption.

Le Conseil,
A l'unanimité :
ADOpte le contrat de prêt à usage de locaux pour consultation tel qu'annexé à la présente résolution moyennant la précision que les deux WC sont communs à l'ensemble des locataires des lieux.
CHARGE le Collège communal d'accomplir les formalités d'usage et l'exécution de la présente.

9/ CPAS. Participation au capital Imio. Tutelle.

Le Conseil,
A l'unanimité, APPROUVE la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 21/01/2021 décidant de souscrire une part de type B pour un montant nominal de 3,71 €.

Par le Conseil,

La Directrice générale a.i.,

Le Bourgmestre,

V. Close

F. Bairin